



UNIVERSITE DE LISALA

Centre Interuniversitaire de Recherche

Pluridisciplinaire (CIREP)

Statut : Université Publique

Web : www.cirep.ac.cd

Email : info@cirep.ac.cd

ECOLE DOCTORALE

Cotutelle Internationale de Thèse et Co-diplomation



CONFÉRENCES INTERNATIONALES SUR ÉTHIQUE, CULTURE, PAIX ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Thème : La famille comme unité de gouvernance éthique et durable : Contribution des comportements éco-citoyens à la performance économique des ménages à Ouagadougou

Noms : YAMEOGO ERNESTINE

Faculty : Sciences Economiques et de Gestion

Department : Gestion des organisations

Matricule : 988PHDA24

Email : nanema.ernestine@yahoo.fr

Année académique : 2025-2026

RÉSUMÉ

Cette étude analyse les dynamiques de consommation domestique au Burkina Faso afin de proposer un modèle de gouvernance familiale durable. La méthodologie repose sur une enquête quantitative réalisée via la plateforme KoboToolbox, diffusée par échantillonnage en « boule de neige » sur WhatsApp. Sur un total de 261 participations, un échantillon robuste de 209 réponses exploitables a été traité sous SPSS et visualisé avec Canva Pro. Les résultats révèlent une conscience éthique solidement ancrée, marquée par un consensus moral de 88,52 % sur la sobriété et un taux de réparation des équipements de 93,78 %. L'analyse démontre que ces comportements produisent un effet réducteur sur les charges fixes, permettant à 91,87 % des foyers de constater une amélioration de leur performance économique. Malgré des obstacles financiers (coût des alternatives durables pour 64,59 %) et un déficit de tri des déchets (73,20 %), l'étude souligne une volonté de changement sans limites. Cette dynamique est confirmée par l'adhésion de 92 % des participants à la création d'un Guide de gouvernance familiale, outil indispensable pour transformer l'intégrité individuelle en un levier de développement durable national.

Mots-clés : Gouvernance familiale, Éco-citoyenneté, Performance économique, Sobriété.

ABSTRACT

This study analyzes domestic consumption dynamics in Burkina Faso to propose a sustainable family governance model. The methodology is based on a quantitative survey conducted via the KoboToolbox platform, distributed through "snowball" sampling on WhatsApp. Out of 261 participants, a robust sample of 209 usable responses was processed using SPSS and visualized with Canva Pro.

The results reveal a deeply rooted ethical awareness, marked by an 88.52% moral consensus on frugality and an equipment repair rate of 93.78%. The analysis demonstrates that these behaviors reduce fixed costs, allowing 91.87% of households to observe an improvement in their economic performance. Despite financial obstacles (the cost of sustainable alternatives for 64.59%) and a gap in waste sorting (73.20%), the study highlights a limitless will for change. This momentum is confirmed by the 92% support from participants for the creation of a Family Governance Guide, an essential tool for transforming individual integrity into a lever for national sustainable development.

Keywords: Family governance, Eco-citizenship, Economic performance, Frugality.

INTRODUCTION

La recherche en sciences de gestion a longtemps focalisé son attention sur les organisations formelles. Pourtant, comme le suggère la Théorie des Parties Prenantes (Freeman, 1984), la responsabilité sociétale s'étend au-delà de l'entreprise. La famille constitue en réalité la première « micro-organisation » où s'exerce une gouvernance des ressources. Selon Ostrom (1990), la gestion des « biens communs » (comme l'eau ou l'énergie) commence par des règles locales et des comportements individuels. Ainsi, l'éthique de consommation au sein du foyer devient le socle de l'intégrité civique globale.

Au Burkina Faso, pays sahélien, la gestion des ressources vitales s'inscrit dans un contexte de rareté et de stress climatique. La croissance urbaine à Ouagadougou impose une pression sans précédent sur l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Parallèlement, l'émergence d'une société de consommation déconnectée des réalités écologiques locales aggrave la problématique des déchets et du gaspillage. Face à cela, le concept de « **Consommation Engagée** » (Dubuisson-Quellier, 2018) offre une voie pour repenser le rôle du foyer burkinabè dans le développement durable.

Malgré la diffusion mondiale des Objectifs de Développement Durable (ODD), un décalage persiste entre les intentions globales et les pratiques domestiques. Les ménages peinent à concilier leurs contraintes budgétaires avec les impératifs écologiques.

La question centrale de cette recherche est : **En quoi une gestion domestique fondée sur l'éthique et la rationalisation des ressources peut-elle constituer un levier de résilience économique et environnementale pour les familles au Burkina Faso ?**

- **Question principale :** Quel est l'effet des comportements éco-citoyens familiaux sur l'optimisation des ressources et la performance économique du ménage ?
- **Questions secondaires :**
 - Comment l'éthique de consommation influence-t-elle l'usage quotidien de l'eau et de l'énergie ?

- Quel rôle jouent la gestion des déchets et le choix des produits locaux dans la construction d'une identité citoyenne responsable ?
 - Quels sont les leviers d'accompagnement et les outils de sensibilisation susceptibles de transformer durablement les habitudes de consommation des familles burkinabè ?
- **Objectif général :** Analyser les dynamiques de consommation domestique pour proposer un modèle de gouvernance familiale durable.
- **Objectifs spécifiques :**
- Identifier les leviers d'économie et de réduction du gaspillage (eau, énergie, alimentation) dans les foyers.
 - Démontrer la corrélation entre éthique environnementale et capacité d'épargne.
 - Formuler des recommandations pour une éducation à la consommation responsable / Proposer un cadre de recommandations stratégiques fondé sur un modèle de « Guide de bonne gouvernance familiale » pour renforcer l'intégrité civique et la responsabilité domestique.
- **Hypothèse générale :** L'adoption de comportements éco-citoyens au sein du foyer produit un effet réducteur sur les charges domestiques et contribue de manière significative à la performance économique globale du ménage, jetant ainsi les bases d'un modèle de gouvernance familiale durable.
- **Hypothèses spécifiques**
- Une gestion rationnelle et éthique des ressources (eau/électricité) réduit les charges fixes du ménage de manière significative, favorisant l'autonomie financière.
 - Le recours à la production locale et la réduction des déchets plastiques renforcent la résilience du foyer tout en s'alignant sur les impératifs de développement durable.
 - L'accès à un outil pratique de pilotage (Guide de gestion) et à des mesures incitatives permet de lever les freins culturels et financiers à l'adoption d'une consommation éthique

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La littérature contemporaine en sciences de gestion et en économie du développement s'accorde sur un point crucial : la transition vers la durabilité ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les comportements individuels et familiaux. Cette revue s'articule autour de trois axes : la famille comme unité de gouvernance, l'éthique de la consommation engagée et la spécificité des ressources partagées en contexte de rareté sahélienne.

2.1 La famille : première unité de gouvernance et de gestion des ressources

Traditionnellement, la gouvernance est étudiée au sein des entreprises. Pourtant, la famille constitue la cellule de base où s'opère la gestion des ressources vitales.

- La théorie des « Communs » appliquée au foyer : Elinor Ostrom (1990), Prix Nobel d'économie, a démontré que la gestion des ressources partagées (eau, pâturages, énergie) est plus efficace lorsqu'elle repose sur des règles locales plutôt que sur une régulation étatique lointaine. Appliqué au Burkina Faso, cela signifie que la pérennité du réseau national , l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) et La Société Nationale d'Électricité du Burkina (SONABEL), dépend directement de la « micro-gouvernance » instaurée par chaque chef de ménage. Le foyer devient ainsi le premier lieu d'application d'une éthique de la préservation.
- La famille comme micro-organisation : En transposant les principes du Management de la Qualité (ISO 9001) à la sphère domestique, on s'aperçoit que la famille fonctionne comme une unité de production et de consommation qui doit optimiser ses intrants pour garantir sa viabilité. La gestion éthique des ressources n'est plus seulement un idéal moral, mais un impératif de performance économique.

2.2 De la consommation subie à la consommation éthique : Le rôle de l'engagement citoyen

L'acte d'achat n'est plus perçu comme un simple échange monétaire, mais comme une prise de position éthique.

- La Consommation Engagée : Sophie Dubuisson-Quellier (2018) définit la consommation engagée comme la volonté des consommateurs d'exprimer, par leurs choix de consommation, des positions éthiques ou politiques. Au Burkina Faso, cette éthique se manifeste par la préférence pour la production nationale. En choisissant les produits locaux, la famille participe à une « résistance économique » qui soutient l'emploi local et réduit l'empreinte carbone liée au transport international.
- La Sobriété comme levier de Prospérité : Tim Jackson (2011) soutient que la prospérité ne réside pas dans la croissance matérielle infinie, mais dans notre capacité à vivre de manière épanouie avec des ressources finies. Dans un contexte urbain à Ouagadougou, cette « sobriété choisie » transforme la réduction du gaspillage (eau, électricité, nourriture) en une stratégie d'épargne. L'éthique devient alors le moteur d'une résilience financière face à l'inflation.

2.3 Défis écologiques et culturels au Sahel : L'eau, l'énergie et les déchets

Le contexte spécifique du Burkina Faso demande une adaptation des théories occidentales de l'écologie aux réalités locales.

- Stress hydrique et énergétique : Les rapports du PNUD (2022) sur le développement humain au Sahel soulignent que l'accès à l'eau potable est une question de justice sociale. Une éthique familiale qui bannit le gaspillage d'eau n'est pas seulement écologique ; elle est solidaire vis-à-vis des quartiers périphériques moins desservis.
- La problématique des déchets plastiques : La gestion des externalités négatives (pollution) commence au foyer. La transition d'une culture du « tout jetable » vers une économie circulaire (récupération, recyclage) s'appuie sur des valeurs culturelles africaines de réutilisation que la modernité a parfois occultées. L'éthique de consommation ici consiste à réhabiliter ces savoir-faire locaux comme leviers de performance environnementale.

2.4 Vers un modèle de « Foyer Éthique et Durable »

En conclusion de cette revue, il apparaît qu'un « gap » existe entre la conscience éthique déclarée et les pratiques réelles. Si les auteurs comme Freeman (1984) soulignent la responsabilité de chaque acteur social,

l'application concrète au sein des ménages burkinabè reste peu documentée. C'est ici que notre étude prend tout son sens : vérifier si une conscience éthique élevée se traduit effectivement par une performance mesurable sur le budget et l'environnement.

III. MÉTHODOLOGIE

3.1. Terrain d'étude et justification du choix

L'étude s'est déroulée à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Ce choix se justifie par la densité démographique et la concentration des enjeux liés à la vie chère. En tant que centre névralgique des activités économiques, Ouagadougou présente une hétérogénéité sociale permettant d'observer divers comportements de consommation. La pression sur les ressources (eau, électricité) et la problématique de la gestion des déchets y sont plus prégnantes, faisant de cette ville un terrain propice pour analyser l'effet des comportements éco-citoyens sur le budget familial.

3.2. Collecte et outils de traitement

La collecte a été réalisée via la plateforme professionnelle KoboToolbox, diffusée par échantillonnage en "boule de neige" sur WhatsApp. Le traitement statistique a été effectué sur SPSS et la visualisation des données sur Canva Pro.

3.3. Échantillonnage et représentativité

Sur 261 participations, l'échantillon final retient 209 réponses exploitables, soit un taux d'exploitabilité de 80,07 %. Ce segment se caractérise par :

- Une forte concentration urbaine : 76,55 % des répondants résident en zones populaires loties.
- Un niveau d'instruction élevé : 70,33 % des gestionnaires ont un niveau supérieur, ce qui favorise l'analyse de la gouvernance rationnelle.
- Une pression domestique réelle : 51,67 % des ménages comptent 4 à 6 personnes, renforçant l'enjeu de l'optimisation des ressources.

3.4. Limites de l'étude

Reconnaître les limites de ce protocole permet de mieux circonscrire la portée de la contribution scientifique de cette recherche :

- Par le biais du canal numérique : L'usage de WhatsApp et KoboToolbox a privilégié une population connectée (70,33 % de niveau supérieur). Les résultats reflètent donc la dynamique d'une classe moyenne instruite et peuvent différer dans des couches sociales moins numérisées.
- Décalage déclaratif : Il peut exister un biais de désirabilité sociale où les répondants surévaluent leur adhésion morale (88,52 %) par rapport à leurs pratiques réelles, notamment sur des sujets sensibles comme l'intégrité environnementale.
- Spécificité urbaine : La focalisation sur Ouagadougou limite la généralisation des résultats aux zones rurales, où les modes de consommation et les structures de coûts ne sont pas identiques.
- Barrières de marché : L'étude révèle que la volonté de changement se heurte à une limite externe majeure : le coût élevé des alternatives durables (64,59 %), freinant la pleine réalisation du modèle de gouvernance souhaité.

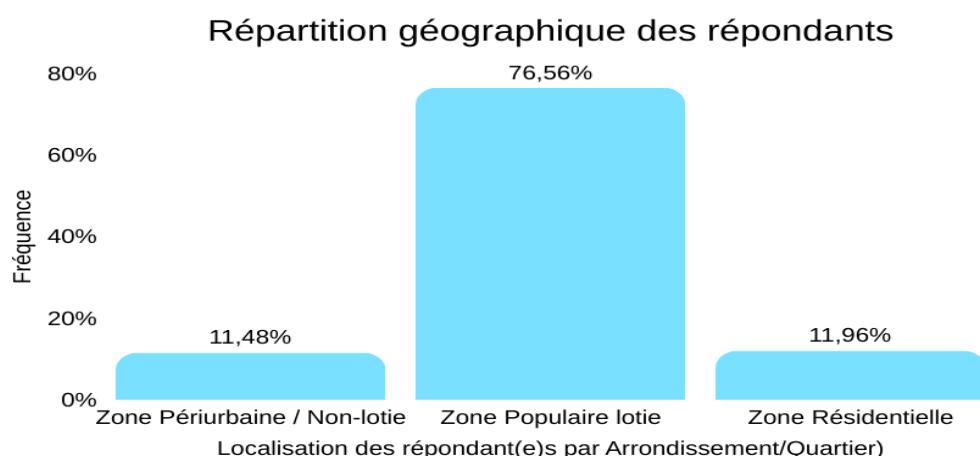
IV. RÉSULTATS

L'analyse des données recueillies auprès de **209 ménages** de la ville de Ouagadougou vise à mettre en lumière les interactions entre la gouvernance domestique et la performance économique. Cette section expose les résultats issus de notre enquête de terrain, structurés autour de l'identité socio-économique des foyers, de leurs habitudes de consommation et de la perception de l'impact financier de leurs comportements éco-citoyens.

L'échantillon, majoritairement composé de résidents des zones populaires loties (**76,55 %**) et de cadres de niveau supérieur (**70,33 %**), offre une base d'analyse représentative des dynamiques de consommation de la classe moyenne urbaine burkinabè. À travers l'exploitation des indicateurs clés, nous présentons ci-après une lecture exhaustive des pourcentages obtenus, permettant de confronter nos hypothèses initiales à la réalité empirique du terrain.

Section 1 : Profil socio-démographique

Graphique 1 : Localisation des ménages

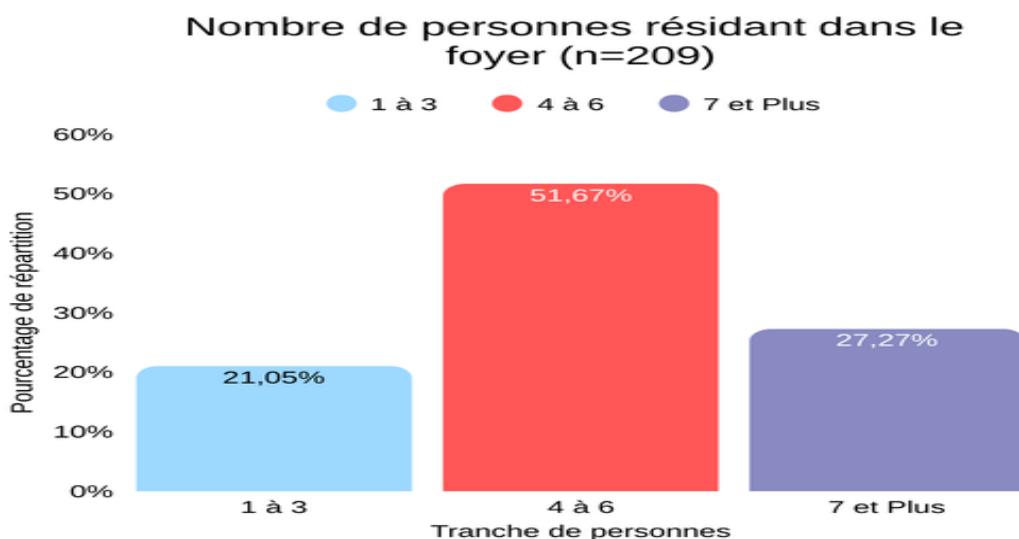


Source : Données terrain, février 2026

L'échantillon est dominé par les zones populaires loties (76,55 %), suivies des zones résidentielles (11,96 %) et des zones périurbaines/non loties (11,48 %). Cette répartition permet de conclure que les dynamiques de consommation

étudiées sont principalement celles de la classe moyenne urbaine, tout en intégrant les réalités des quartiers précaires et aisés.

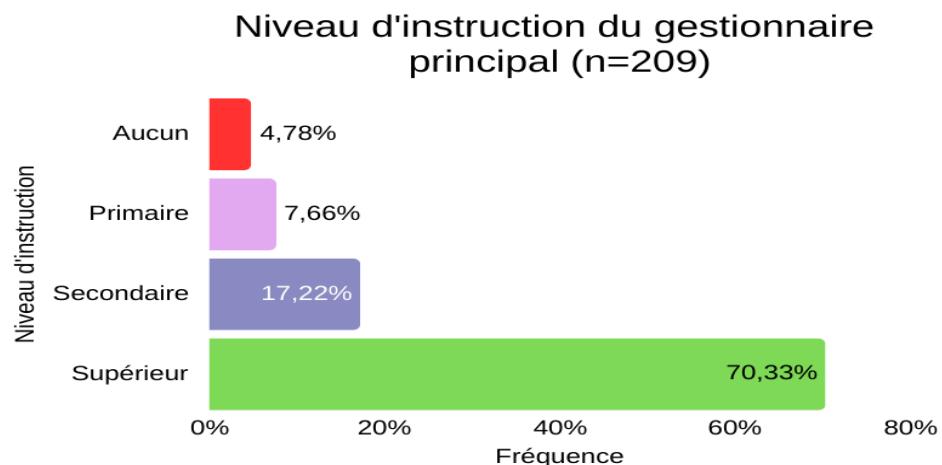
Graphique 2 : Taille des ménages



Source : Données terrain, février 2026

La structure familiale est majoritairement composée de 4 à 6 personnes (51,67 %). Cependant, les familles élargies de 7 personnes et plus (27,27 %) et les petits foyers de 1 à 3 personnes (21,05 %) sont bien représentés. Cela indique que la gestion des ressources doit s'adapter à des volumes de besoins très hétérogènes.

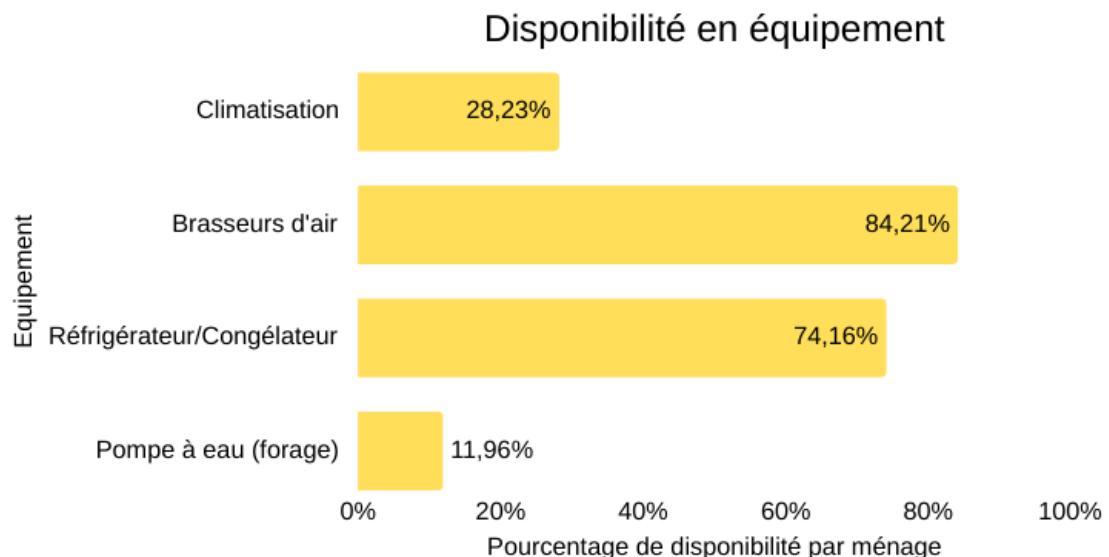
Graphique 3 : Niveau d'instruction



Source : Données terrain, février 2026

On note une prédominance du niveau supérieur (70,33 %), suivi du niveau secondaire (16,27 %), du niveau primaire (8,61 %) et se termine par une minorité sans instruction (4,78 %). Ce niveau d'instruction élevé est un levier majeur pour la compréhension des enjeux de gouvernance durable.

Graphique 4 : Équipements utilisés dans les ménages



Source : Données terrain, février 2026

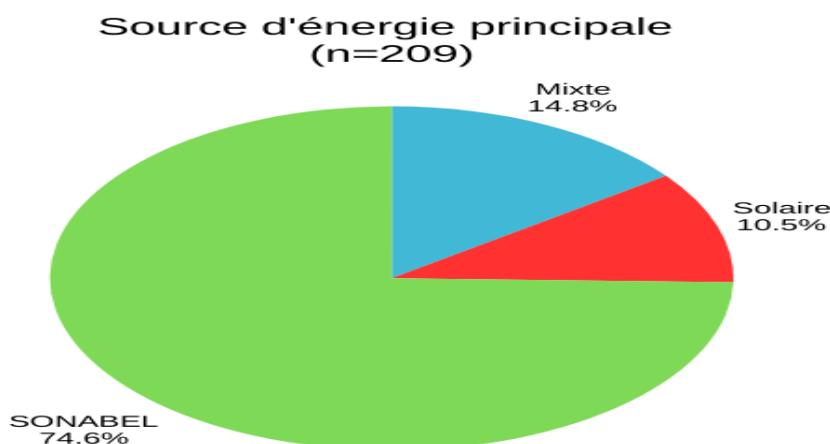
L'analyse des données sur les équipements utilisés au sein des ménages révèle une structure de consommation centrée sur le confort thermique de base et la conservation des aliments :

- Brasseurs d'air (Ventilateurs) : Estimé à 84,21 %, c'est l'équipement le plus répandu, confirmant que la quasi-totalité de l'échantillon dépend de solutions de brassage d'air pour le confort thermique.
- Réfrigérateur/Congélateur : 74,16 %, soit, trois quarts des ménages possèdent des équipements de froid, ce qui représente un poste de consommation électrique permanent et stratégique pour la conservation.
- Climatisation : 28,23 %, bien que minoritaire, l'usage du climatiseur concerne près de 3 ménages sur 10, ce qui pèse lourdement sur les factures d'électricité de ce segment.
- Pompe à eau (forage) : 11,96 %, une part non négligeable de l'échantillon dispose de sa propre source d'eau, ce qui modifie leur rapport à la consommation d'eau du réseau (ONEA).

Avec 84,21 % de brasseurs d'air et 74,16 % de systèmes de froid, la performance économique du ménage dépend directement de l'efficience d'utilisation de ces appareils (entretien, durée de fonctionnement).

Section 2 : CONSOMMATION ET RESSOURCES

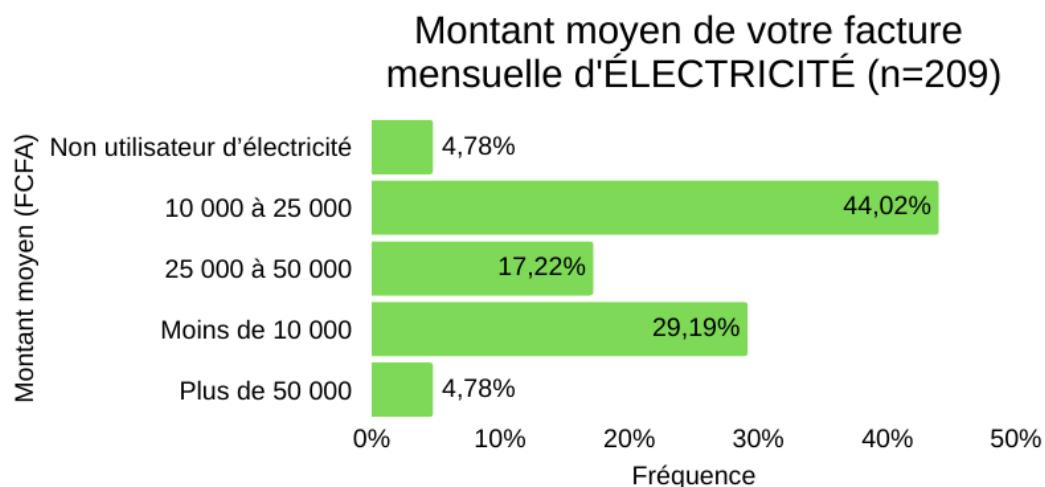
Graphique 5 : Source d'électricité



Source : Données terrain, février 2026

La dépendance au réseau national (**SONABEL**) est massive à **74,64 %**. Le **solaire** ne représente que **10,53 %**, tandis que le **mixte (Solaire/SONABEL)** stagne à **14,83 %**. Il existe donc un gisement de transition énergétique inexploité.

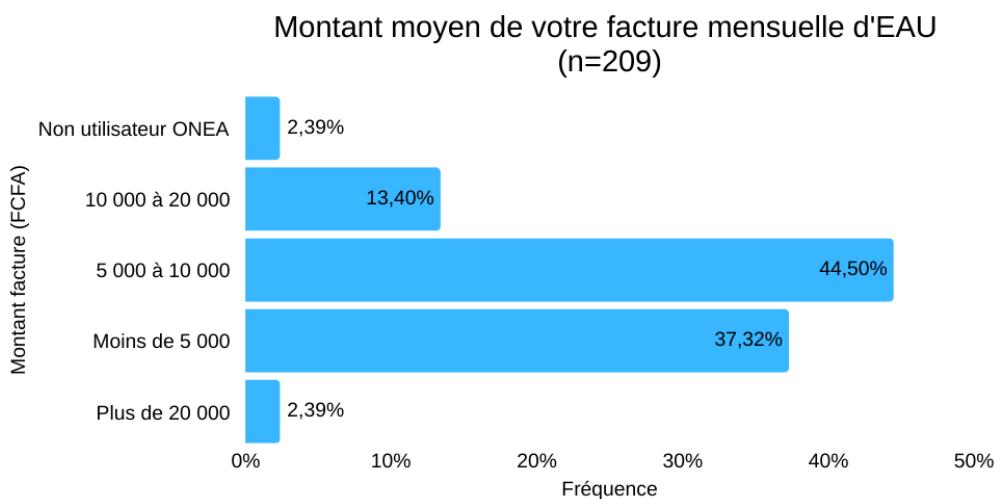
Graphique 6 : Montant moyen de votre facture mensuelle d'électricité



Source : Données terrain, février 2026

La répartition montre une concentration entre **10 000 et 25 000 FCFA (44,02 %)**. Les tranches comprises entre **25 000 - 50 000 FCFA (24,40 %)** et **moins de 10 000 FCFA (21,53 %)** suivent, alors que les factures de **plus de 50 000 FCFA** ne concernent que **10,05 %** des foyers.

Graphique 7 : Montant moyen de votre facture mensuelle d'eau

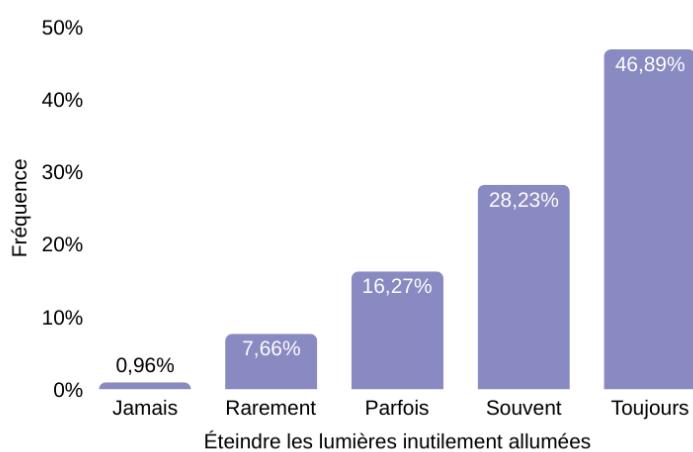


Source : Données terrain, février 2026

La majorité des ménages paie entre 5 000 et 10 000 FCFA (44,50 %). Une part importante dépense moins de 5 000 FCFA (37,32 %), reflétant soit une sobriété, soit des contraintes d'accès. Les factures de plus de 10 000 FCFA représentent 18,18 %.

Section 3 : Comportements éthiques et durabilité

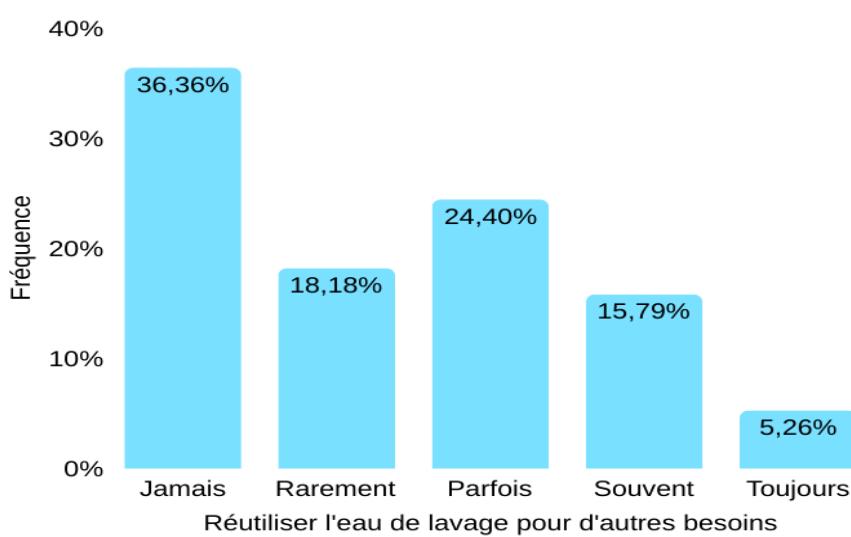
Graphique 8 : Économie d'énergie (Lumières)



Source : Données terrain, février 2026

Un signe fort de sensibilisation est noté avec 46,89 % des répondants qui éteignent toujours les lumières (néons) inutiles. Les 53,11 % restants (souvent, parfois, jamais) représentent la marge de progression pour votre modèle de gouvernance.

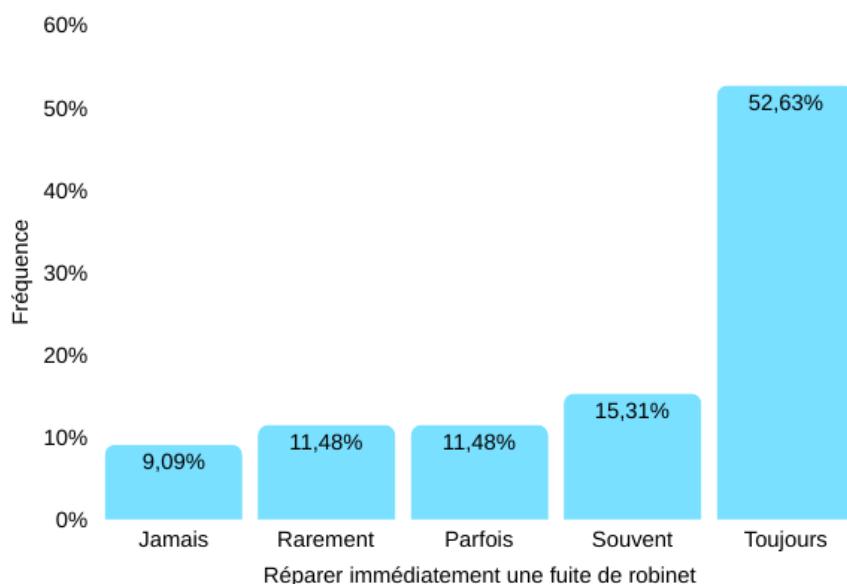
Graphique 9 : Réutilisation de l'eau



Source : Données terrain, février 2026

Ce geste est le moins ancré : **36,36 %** ne réutilisent **jamais** l'eau de lavage. Cela indique un gisement d'économie d'eau inexploité pour les ménages.

Graphique 10 : Économie d'eau (fuites)

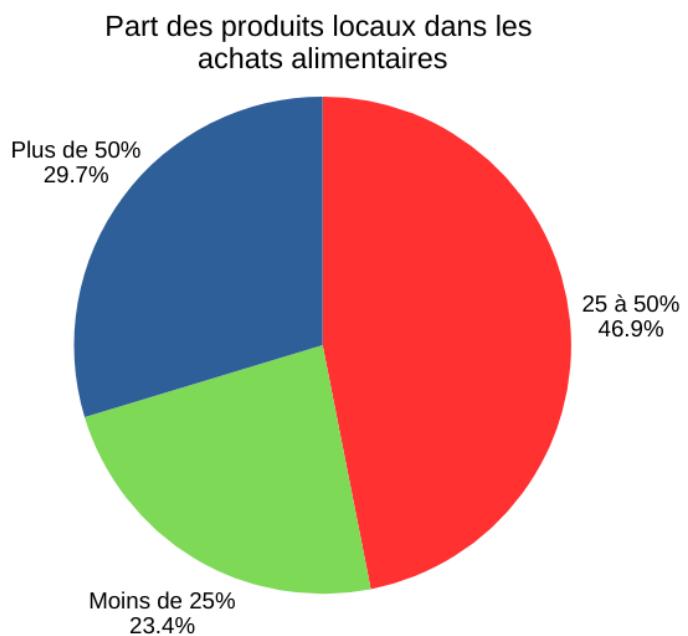


Source : Données terrain, février 2026

La réactivité face aux fuites est encourageante : **52,63 %** réparent "toujours" immédiatement, **27,75 %** "souvent", **14,35 %** "parfois", contre seulement **5,26 %** qui le font "rarement" ou "jamais".

Section 4 : Consommation responsable et durabilité

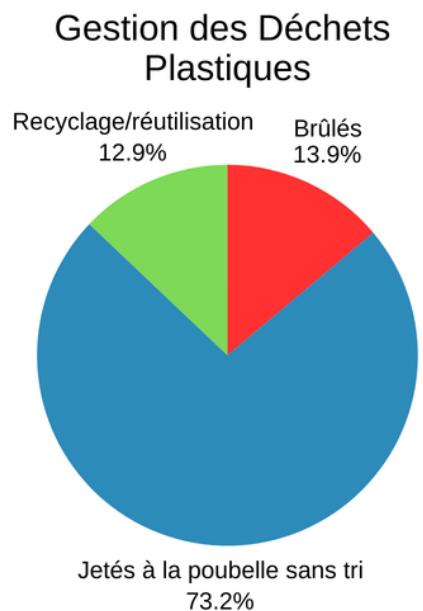
Graphique 11 : Consommation locale



Source : Données terrain, février 2026

La pratique est partagée. Si **46,89 %** des ménages ont une adoption partielle, une part significative reste en retrait. L'effet de contribution du "Consommer Local" reste donc à construire.

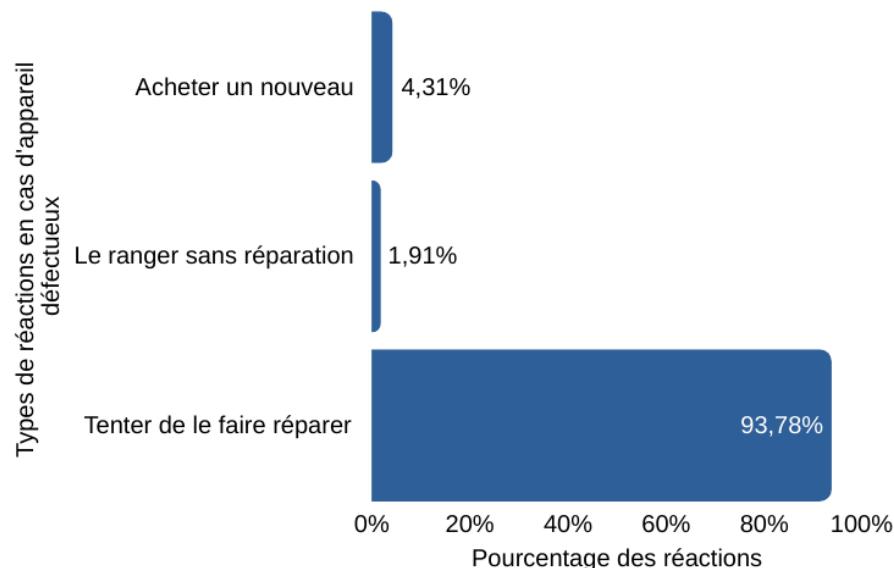
Graphique 12 : Gestion des plastiques



Source : Données terrain, février 2026

Pour ce qui est de la gestion des déchets plastiques, **73,20 %** jettent sans tri. Le **recyclage (12,92 %)** et le **brûlage (13,88 %)** restent marginaux. Cela prouve que l'intégrité environnementale se présente comme un défi pour la gouvernance actuelle.

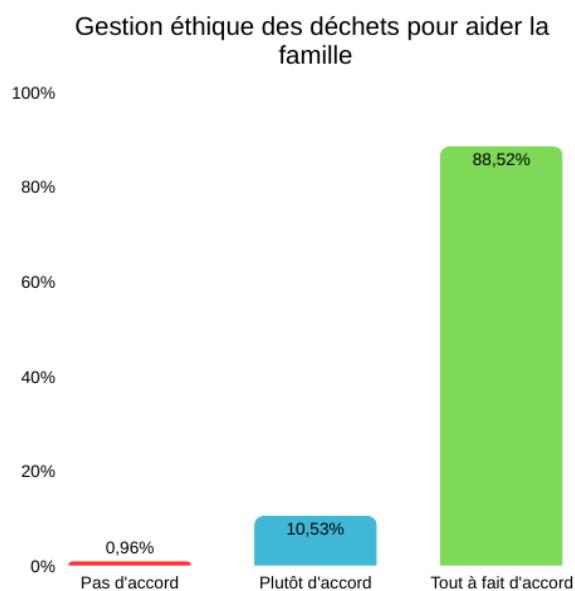
Graphique 13 : Réparation des appareils



Source : Données terrain, février 2026

La culture de la durabilité est forte avec **93,78 %** de tentatives de réparation. Seuls **4,31 %** achètent du neuf d'emblée et **1,91 %** rangent sans réparer.

Graphique 13 : Valeur morale de la sobriété :

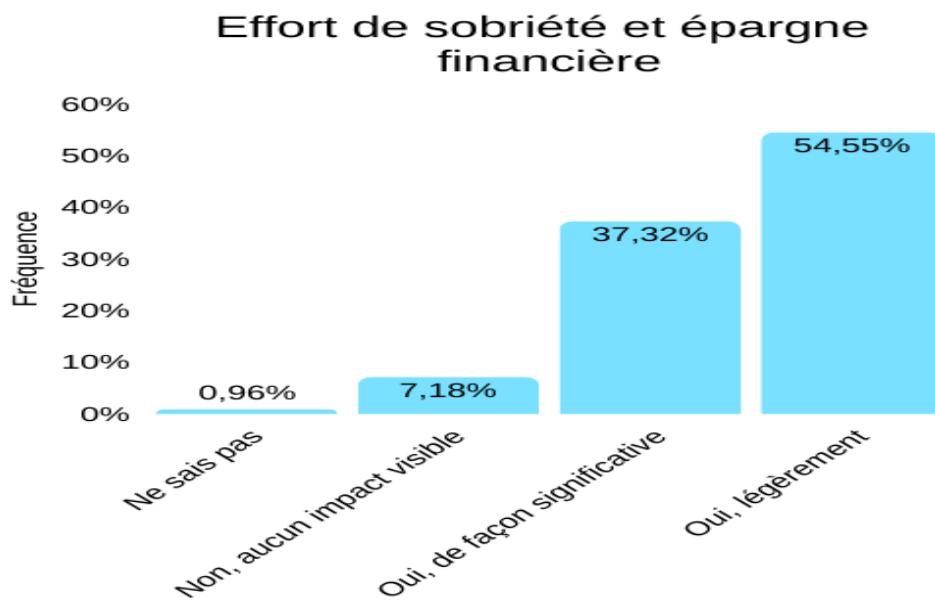


Source : Données terrain, février 2026

L'adhésion est massive : **88,52 %** sont « d'accord », **10,05 %** sont « plutôt d'accord » et seulement **1,44 %** sont « sans avis ». La base éthique est donc solidement installée.

Section 5 : Performance économique et perspectives

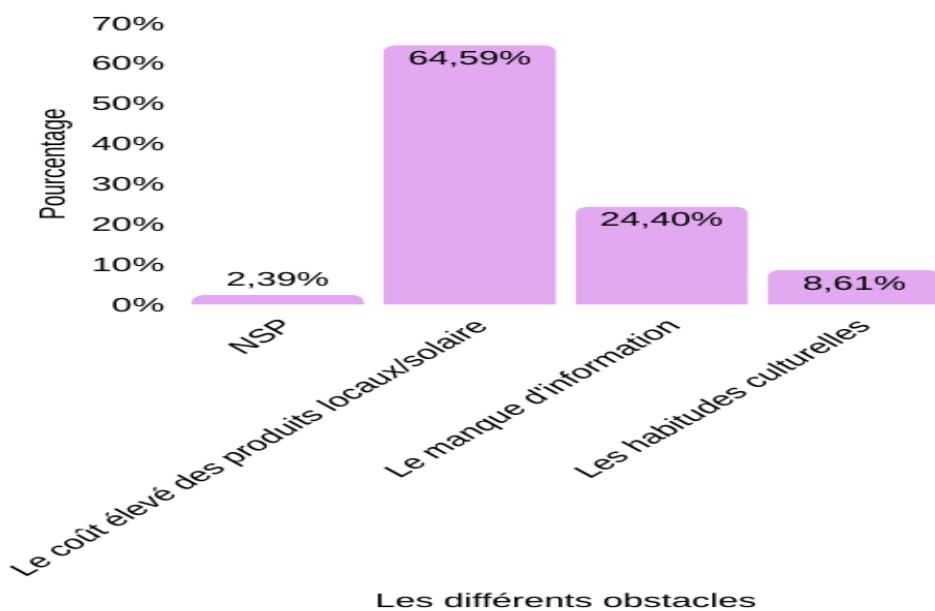
Graphique 14 : Effet sur l'épargne



Source : Données terrain, février 2026

L'analyse complète montre que pour **37,32 %** l'épargne est jugée **significative**. Pour **54,55 %**, l'effet est **léger/diffus mais réel**, tandis qu'une minorité de **8,13 %** ne constate **aucun impact**. Au total, **plus de 91 % des ménages** perçoivent un effet positif de la gestion éthique sur leur portefeuille, validant ainsi votre hypothèse sur la performance économique.

Graphique 15 : Obstacles majeurs à une consommation plus éthique au Burkina



Source : Données terrain, février 2026

Le **coût élevé (64,59 %)** est le frein principal au changement, suivi du **manque d'information (24,40 %)** et des **habitudes culturelles (11,01 %)**.

Graphique 16 : introduction d'un « guide de bonne gouvernance familiale



Source : Données terrain, février 2026

Une forte majorité, de 92% exprime un avis favorable à l'introduction d'un « Guide de bonne gouvernance familiale », confirmant un besoin d'accompagnement.

En définitive, la présentation exhaustive des données statistiques confirme que la famille à Ouagadougou constitue une unité de gouvernance où l'éthique de gestion est déjà largement conscientisée. L'adhésion massive à la valeur morale de la sobriété (**88,52 %**) et la généralisation de la culture de la réparation (**93,78 %**) témoignent d'une volonté intrinsèque d'optimisation des ressources.

L'apport majeur de cette analyse réside dans la validation du lien entre éthique et économie : **91,87 %** des répondants reconnaissent un effet positif sur leur budget, validant ainsi notre hypothèse générale sur la contribution des comportements éco-citoyens à la performance financière.

Toutefois, les résultats révèlent également des zones d'ombre critiques, notamment le faible taux de tri des déchets (**73,20 % de rejet brut**) et les barrières financières liées au coût des alternatives durables (**64,59 %**). Ces paradoxes soulignent que si la "volonté d'agir" existe, elle manque encore de supports méthodologiques et d'incitations économiques. Ce constat justifie l'urgence de passer d'une éthique de conviction à une éthique de responsabilité outillée, d'où la forte demande exprimée (**92 %**) pour un cadre de gouvernance formalisé.

V. DISCUSSION DES RÉSULTATS

5.1. La sobriété comme levier de performance financière

Les résultats révèlent une culture de la durabilité pratique très ancrée, illustrée par le taux de 93,78 % de foyers privilégiant la réparation. Ce chiffre corrobore la thèse de Jackson (2011) sur la prospérité sans croissance : les ménages burkinabè optimisent l'existant plutôt que de succomber au remplacement systématique. Cette discipline est renforcée par la structure des équipements : avec 84,21 % de brasseurs d'air et 74,16 % de systèmes de froid (réfrigérateurs/congélateurs), la gestion de la maintenance devient un enjeu budgétaire majeur.

L'effet sur l'épargne, constaté par 91,87 % des répondants (dont 37,32 % de manière significative), valide notre première hypothèse. Cette performance n'est pas fortuite mais repose sur une gouvernance de l'efficience. Comme le souligne un répondant : « *Depuis que nous surveillons l'extinction des lampes et la climatisation, la facture a baissé [...] C'est une petite victoire* ». Chaque geste éco-citoyen se transforme ainsi en un gain budgétaire direct, essentiel dans un contexte de vie chère.

5.2. Les paradoxes du « Consommer Local » et les barrières structurelles

Un contraste saisissant apparaît entre l'adhésion morale à la sobriété (88,52 %) et la pratique réelle de la consommation locale (46,89 %). En mobilisant l'approche de Dubuisson-Quellier (2018) sur la consommation engagée, on comprend que l'éthique se heurte à des barrières de marché.

Le fait que 64,59 % des répondants citent le coût élevé comme frein principal souligne que la résilience financière est entravée. Les verbatims sont sans équivoque : les ménages appellent les autorités à « *réduire le coût du kWh et du m3* » ou à « *baisser le coût de branchement* ». La famille veut être actrice du développement durable, mais le rapport qualité-prix des produits importés ou des services publics crée un arbitrage difficile. La gouvernance familiale est donc volontaire mais bridée par son environnement économique.

5.3. De l'éthique individuelle à l'intégrité civique : le rôle des autorités

Le point le plus critique réside dans la gestion des déchets : 73,20 % des ménages jettent sans tri. Selon la théorie d'Ostrom (1990) sur les biens communs, le ménage gère avec rigueur les ressources privées à coût direct (eau, électricité), mais néglige la ressource commune (l'espace urbain) dont l'impact est diffus. Ce constat est aggravé par le sentiment d'une qualité de service insuffisante, les citoyens réclamant d'« *éviter les délestages* » et d'« *améliorer la qualité du service* ».

Toutefois, le désir de changement est réel : 92 % des foyers appellent de leurs vœux un Guide de gouvernance familiale. Cette demande, soutenue par les recommandations de « *promouvoir l'éducation financière* » et d'« *accentuer la sensibilisation* » (17,6 % des thématiques de verbatims), valide notre troisième hypothèse. Pour transformer les habitudes, l'éthique ne suffit plus ; il faut un

instrument de pilotage capable d'aligner l'intérêt privé (épargne) sur l'intérêt public (intégrité environnementale et civique).

CONCLUSION

Cette étude s'est fixée pour objectif d'analyser les dynamiques de consommation domestique à Ouagadougou afin de proposer un modèle de gouvernance familiale durable. Au terme de cette recherche, les données recueillies auprès de **209 ménages** apportent une validation empirique majeure : l'éco-citoyenneté domestique ne se limite pas à une posture morale, elle constitue un levier de performance économique concret.

Les résultats confirment une conscience éthique solidement ancrée, marquée par un consensus de **88,52 %** sur la valeur de sobriété et un recours quasi systématique à la réparation (**93,78 %**). L'analyse démontre que ces comportements produisent un **effet** réducteur sur les charges fixes, permettant à **91,87 %** des foyers de constater une amélioration budgétaire. Cette résilience est d'autant plus stratégique que les ménages gèrent un parc d'équipements important, notamment des brasseurs d'air (**84,21 %**) et des systèmes de froid (**74,16 %**), dont l'usage rationnel conditionne la maîtrise des factures.

Toutefois, l'étude révèle que cette volonté de gouvernance se heurte à des limites structurelles. Le coût élevé des alternatives durables (**64,59 %**) et le déficit de tri des déchets (**73,20 %**) soulignent le besoin d'un accompagnement des autorités. Les attentes citoyennes sont claires : **48,4 %** des recommandations portent sur la réduction des coûts et l'amélioration de la qualité de service, tandis que le besoin de « promouvoir l'éducation financière » et d'« accentuer la sensibilisation » confirment un manque d'outillage méthodologique.

En définitive, pour transformer l'intégrité individuelle en une performance durable à l'échelle nationale, le passage à une gouvernance formalisée est indispensable. L'adhésion de **92 %** des répondants à l'élaboration d'un **Guide**

de gouvernance familiale valide la pertinence de cette solution. En outillant les foyers pour aligner leurs intérêts économiques sur leurs responsabilités civiques, ce guide deviendra le socle d'un nouveau contrat social où la gestion rigoureuse de la famille contribue directement au développement durable du Burkina Faso.

RECOMMANDATIONS

Au regard de l'analyse des données qui confirme un potentiel d'efficience budgétaire élevé (91,87 %), les recommandations suivantes visent à lever les freins identifiés (coût et déficit de tri) pour optimiser la gouvernance familiale.

1. Au niveau des Ménages : Vers un pilotage rationnel du foyer

- Formaliser la gestion domestique par l'adoption d'un Guide de gouvernance familiale. Face à l'adhésion de 92 % des répondants, cet outil doit permettre de transformer la volonté de sobriété (88,52 %) en une routine de suivi rigoureuse des consommations d'eau et d'énergie.
- Systématiser le tri à la source des déchets plastiques pour corriger le taux actuel de rejet brut de 73,20 %. Il s'agit de lier l'intégrité environnementale à la performance économique en encourageant la réutilisation ou la revente des matériaux recyclables.
- Pérenniser la culture de la réparation, déjà pratiquée par 93,78 % des foyers, en privilégiant l'entretien préventif des équipements afin de maintenir la réduction des charges d'investissement sur le long terme.

2. Au niveau des Organismes de Sensibilisation et de Formation

- Orienter les campagnes de communication vers la performance économique. Puisque l'épargne est l'effet le plus recherché, il faut démontrer par des chiffres concrets comment l'éco-citoyenneté contribue directement au pouvoir d'achat pour convaincre les 24,40 % de ménages manquant encore d'informations.
- Eduquer les membres du ménage, dès le bas âge, aux gestes de sobriété (éteindre les lumières, gestion des fuites). L'objectif est de stabiliser les comportements éthiques pour qu'ils ne soient plus perçus comme une contrainte mais comme une valeur familiale partagée.

3. Au niveau des Autorités Publiques et des Acteurs Économiques

- Subventionner l'accès aux équipements solaires et aux produits locaux pour lever le frein du « coût élevé » cité par 64,59 % des répondants. Cela permettrait de réduire la dépendance énergétique à la SONABEL, qui concerne actuellement 74,64 % de l'échantillon.
- Structurer des filières de collecte de proximité, particulièrement dans les zones populaires loties (76,55 % de votre échantillon), pour offrir un débouché concret au tri domestique et transformer l'intention écologique en action civique globale.
- Labelliser les produits locaux pour rassurer les 53,11 % de ménages qui hésitent encore à les intégrer totalement dans leur consommation habituelle, garantissant ainsi un meilleur rapport qualité-prix.

BIBLIOGRAPHIE

1. Fondements Théoriques et Management Durable

- Dubuisson-Quellier, S. (2018). *La consommation engagée*. Presses de Sciences Po. (Référence clé pour analyser le décalage entre les 88,52 % d'accord moral et la pratique réelle).
- Jackson, T. (2011). *Prospérité sans croissance : L'économie après la crise*. De Boeck Supérieur. (Cadre théorique pour la culture de la réparation constatée chez 93,78 % des foyers).
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press. (Utilisée pour discuter du déficit de tri des déchets — 73,20 % — comme un défi de gestion des biens communs).
- Sempé, G. (2015). « La famille comme acteur du développement durable : Une approche par les sciences de gestion ». *Management & Avenir*.

2. Données Contextuelles et Rapports (Burkina Faso)

- INSD - Institut National de la Statistique et de la Démographie (2022). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM)*. Ouagadougou, Burkina Faso. (Pour mettre en perspective vos données sur la taille des ménages et le niveau d'instruction).
- Ministère de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Eau et de l'Assainissement (2023). *Rapport national sur l'état de l'environnement au Burkina Faso*.
- ONEA (2024). *Rapport sur la gestion de la demande en eau en milieu urbain*. (Lien avec votre graphique 6 sur les factures d'eau).
- SONABEL (2024). *Statistiques annuelles sur la consommation électrique domestique*. (Lien avec votre constat de 74,64 % de dépendance au réseau).

3. Méthodologie et Recherche-Action

- Evrard, Y., Pras, B., & Roux, E. (2009). *Market : Fondements et méthodes des recherches en marketing*. Dunod. (Pour justifier le traitement statistique par pourcentages et la segmentation par zones géographiques).
- Grawitz, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales*. Dalloz. (Référence classique pour valider la structure de votre questionnaire et l'échantillonnage de 209 ménages).

- Thiétart, R. A. (2014). *Méthodes de recherche en management*. Dunod.
(Indispensable pour soutenir votre démarche de proposition d'un "modèle de gouvernance" suite à l'analyse des résultats).